

# Le secteur 'santé publique' dépensera 790 M d'euros dans les TIC

En 2009, les dépenses en logiciels et services IT dans le domaine de la santé publique devraient peser 790 millions d'euros. C'est l'une des conclusions de l'étude « *Panorama et perspectives des tic dans le secteur de la santé publique* », qu'a publiée ce 20 mai le cabinet d'études Markess international, spécialisé dans l'analyse de la transformation des organisations avec les technologies de l'information.

Sur la base d'entretiens avec des responsables au sein de centres hospitaliers publics, du ministère de la Santé, et d'organismes sous tutelle et de groupements en charge de grands chantiers nationaux, l'étude fait le point sur les grands projets en cours et à venir.

## **Dépenses en pleine forme**

Aujourd'hui, « *la multiplicité des acteurs et des initiatives conduisent aujourd'hui à repenser la coordination afin d'évoluer vers un système de santé inter-opérable et partagé par tous* » note Markess, qui a identifié différents types de projets.

Il s'agit de projets spécifiquement liés à la modernisation des processus métier, comme ceux concernant les métiers médico-techniques, ou encore l'archivage radiologique, mais également des projets organisationnels telle la dématérialisation des factures, le pilotage et la gestion de l'activité, la gestion administrative et logistique, la sécurité, ou encore la gestion de la mobilité. Autre point : l'informatisation des urgences, boostée par le « plan urgences » du ministère de la Santé.

Et le contexte de réforme va fortement impacter ces investissements. Exemple : Le dossier médical patient (DMP) figure parmi les préoccupations majeures des établissements hospitaliers. En effet, des initiatives ont déjà été mises en place dans ces structures, au détriment du DMP national. Or, ce dernier devrait faire l'objet d'un « nouveau départ » en 2008.

D'autres réformes devraient également impacter les investissements tic du secteur de la santé publique. Il s'agit notamment de celles liées aux obligations de performances et de meilleure gestion, avec la tarification à l'activité, et de la Révision générale de politiques publiques, avec la création d'agences régionales de santé qui devraient favoriser la mutualisation.

En 2007, le cabinet estime ce même marché à 620 millions d'euros (hors assurance sociale et établissements hospitaliers privés). Il devrait donc connaître une croissance de 12,9%. C'est deux fois plus que l'évolution du marché des logiciels et services IT pour l'administration française dans son ensemble, notent les analystes.

Actuellement ce marché est « *dispersé et fragile* » note Markess, qui constate une offre commerciale « segmentée et spécialisée par logiciel métier, ce qui conduit à des systèmes d'information juxtaposés et sectoriels ». Parmi les prestataires les plus actifs, figurent des acteurs comme AGFA, Ares, Atos Origin, BT France, Bull, Capgemini, Cerner France, GFI Informatique, HP, IBM, Intellitec, Mc Kesson, Nextiraone, Orange Business Services, SCC, Siemens, Sopra Group, Spie Communication, ou encore Steria.